

CFDT / CFTC / FO / FSU / UNSA

En attendant Godot... euh... Nico : silence, rien ne tourne !

Le vendredi 30 janvier, les syndicats du MCC devaient rencontrer le Cabinet dans le cadre du préavis de grève déposé pour la journée du 29 janvier. Nous avons été reçus par Mme Maylis Roques, conseillère sociale de la Ministre, dont nous saluerons la présence courageuse et solitaire. En effet, aucun responsable du Cabinet, du Secrétariat Général, du SPAS, n'a daigné y assister. Mépris ou manque de courage ? La suite nous prouvera que la deuxième hypothèse est la bonne.

Voilà en substance la teneur des échanges entre les OS (organisations syndicales) et Mme Roques :

OS : Ce n'est pas avec le ministère de la culture que nous discuterons de l'ensemble de la plateforme revendicative sur laquelle les Confédérations syndicales ont appelé à la journée de mobilisation du 29 janvier. Par contre, nous aimerions obtenir des informations sur les éventuelles avancées qui concernent notre ministère, notamment en ce qui concerne la RGPP

M.R. : C'est un dossier qui relève d'une réforme gouvernementale, et qui ne peut être traité qu'au niveau des confédérations syndicales [comprendre : les syndicats du ministère de la culture ne sont pas les interlocuteurs désignés en ce qui concerne la RGPP]

OS : Et l'INRAP ? Des avancées ?

M.R. : La ministre n'était pas favorable à la délocalisation, mais le Premier Ministre a décidé... [comprendre : même la ministre de la culture n'est pas l'interlocuteur désigné en ce qui concerne ses établissements].

OS : Et la résorption de l'emploi précaire ? Et un plan de titularisation ?

M.R. : Cela ne dépend pas de nous, mais de la fonction publique [comprendre : décidément ça ne sert à rien de perdre le temps de l'administration et des syndicats du ministère à des réunions inutiles...]

OS : Sur le repyramidage de la filière administrative ?

M.R. : Il existe un engagement du Cabinet d'y réfléchir. Quand ? Comment ? On ne sait pas. [comprendre : même les membres du Cabinet ne savent pas ce à quoi réfléchit le Cabinet, à considérer qu'ils n'attendent pas le fruit des réflexions présidentielles pour orienter leurs propres réflexions]

OS : Sur la question de l'externalisation des missions et des fonctions ?

M.R. : Il n'y a pas de projet au niveau du Cabinet, et nous n'avons pas connaissance de projets au niveau des établissements. [comprendre : évitons d'envisager que le Gouvernement ou le Président prendra les devants à ce sujet !]

Edifiant, non ? Forts de cette nouvelle preuve d'inutilité et d'incurie permanente du dialogue social dans ce ministère, les syndicats **CFDT, CFTC, FO, FSU et UNSA** ont décidé de quitter la réunion. Ce que nous disons depuis plusieurs mois se vérifie de façon éclatante : la multiplication des réunions au ministère n'est qu'une manoeuvre de diversion, pour afficher un semblant de dialogue social évalué uniquement au nombre de réunions (et non à sa qualité), et **pour temporiser en attendant les décisions de l'Omni-Président auxquelles chacun est convié à se plier sans discuter.**

Le discours est – enfin ! – clair : ni le Cabinet de Mme Albanel, ni les représentants du personnel, ne peuvent grand chose à l'heure actuelle. Sans doute l'avenir du ministère de la culture nous sera-t-il dévoilé au détour d'une conférence de l'Omni-Président, et sans doute la ministre elle-même l'apprendra-t-elle de cette façon (comme cela a été le cas pour la suppression de la publicité sur les chaînes publiques, par exemple).

Après le succès de la mobilisation du 29 janvier, il est clair que le seul moyen de pression pour être entendu aujourd'hui, c'est la grève interprofessionnelle jusqu'à satisfaction des revendications. **Tournons-nous vers la Guadeloupe, qui nous donne en ce moment une belle leçon de lutte et de solidarité.** Nos camarades et concitoyens de la Guadeloupe sont engagés dans un mouvement de grève interprofessionnelle pour faire céder le gouvernement. Depuis, la Martinique a décidé de rentrer en grève générale à partir du 5 février.